

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°1003 du 27 juin 2009

Hebdomadaire 1,50 €



RIEN NE SERA COMME AVANT

La mondialisation est aujourd'hui fondée sur la croissance externe, elle donnera désormais priorité à la croissance interne. Le capitalisme est financier, il doit devenir productif. L'homme est fait pour l'économie; faisons en sorte que l'économie soit faite pour l'homme. Les déficits publics jusqu'à présent ont été de mauvais déficits, car il y a trop de dépenses de fonctionnement; les déficits à venir seront de bons déficits parce qu'ils financeront les secteurs prioritaires de l'économie française. L'impôt frappe les entreprises et la production, on supprimera la taxe proportionnelle, par contraste la taxe carbone va créer des emplois.

Ainsi le Président Sarkozy nous a-t-il invités à changer nos mentalités et nos habitudes, car la crise actuelle, d'une ampleur sans précédent, nous conduit à tout remettre en cause. Elle nous donne aussi la liberté d'inventer un modèle nouveau.

Le Président a cependant rappelé tout ce que nous devons aux Trente Glorieuses, au programme économique du Conseil National de la Résistance. Ce sont en effet des références républicaines dont l'étranger aura été privé. Comme il aura été privé de notre égalité, de notre fraternité, de notre liberté; Le Président redonne à ces mots toute leur valeur : l'égalité n'est pas l'égalitarisme (une égalité « formelle ») mais l'égalité réelle qui doit mettre tous nos compatriotes au même niveau de revenus, sans aucune discrimination (applaudissements), la fraternité prend l'habit de la laïcité, et le port de la « bourka » ne sera pas « bienvenu » en France (tonnerre d'applaudissements), quant à la liberté elle s'assimile à la sécurité, à la protection dans la rue, à la révision du système carcéral et judiciaire.

Personnellement j'aurais volontiers souscrit à la plupart de ces belles formules, et d'ailleurs certains commentateurs ont relevé le caractère très consensuel des propos présidentiels : il doit pouvoir séduire des libéraux comme des socialistes ou des conservateurs.

Mais j'éprouve cependant une certaine gêne car dans ce discours présidentiel, je vois beaucoup de choses qui n'ont pas changé, et qui ne sont pas près de changer. On est à mon sens toujours dans une démarche étaticiste, planiste et pour tout dire socialiste.

AU SOMMAIRE DU N°1003 :

EDITORIAL :

Rien ne sera comme avant pp. 1-2

CONJONCTURE :

«Le nouvel ordre social mondial» pp. 3-4

ACTUALITÉ : Le sort de l'Europe est-il scellé ? p. 5 - Marxistes et islamistes unis pour un monde meilleur p. 6 - La 31ème Université d'Eté de la Nouvelle Economie : Marché et moralité p. 7

Le profit : une sanction, un signal, une motivation, une reconnaissance p. 8.

Abonnement de 1 an (40 n°) : 60.00€

Abonnement de soutien (1 an) : 100.00€

aleps

ASSOCIATION LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille

Nicolas Sarkozy a souligné avec une sincérité apparente les erreurs commises par l'Etat depuis des décennies : dérapage de la dette, gaspillages des deniers publics, sclérose de nos institutions publiques. « Tous ont commis des erreurs ». Mais au lieu d'en conclure au nécessaire retrait de l'Etat, il voit le salut dans les initiatives du bon Etat : il va faire des économies, il va investir au lieu de consommer, il va prendre en considération les dimensions humaines et écologiques, etc. L'Etat n'était que la caricature de la Providence, maintenant il sera vraiment La providence.

Je prends deux exemples, parmi les plus significatifs. D'une part le Président déplore, et il a raison, la faillite de la formation et de l'éducation de nos jeunes, condamnés au chômage. La raison en est bien simple aux yeux de tout observateur : c'est le monopole public de l'Education Nationale qui doit être mis en cause. Libérons l'enseignement, admettons les établissements privés et concurrents, des universités réellement autonomes et compétitives, offrons la liberté de choix aux familles avec des chèques éducation, et les choses s'arrangeront sans doute. D'autre part le Président évoque la réforme des retraites – c'est le sujet à la mode. Mais va-t-il « mettre sur la table » le monopole de la Sécurité Sociale et le système par répartition ? Pas du tout : le Président s'en tient aux litanies habituelles sur l'âge de la retraite, la durée de la période de cotisation, la pénibilité du travail.

Voyons maintenant percer – ou confirmer – le planisme. L'Etat va émettre un grand emprunt. Il est à remarquer que si l'Etat anté-sarkozien empruntait pour dépenser inutilement, le nouvel Etat empruntera pour investir sur l'avenir. Peu importe que le service de la dette soit toujours à la charge du contribuable, et obère de plus en plus le budget courant. Peu importe que l'on alourdisse encore le poids de cette dette sur les générations futures. Car, si l'on suit le Président, la dette sera largement compensée par la croissance qu'elle induira. Pourquoi cette foi dans l'avenir ? Simplement parce que les investissements seront orientés vers des secteurs « prioritaires ». Qui définit les priorités ? Le Gosplan ? Disons le plus sérieusement, comme le Président : les priorités résulteront de la négociation et de la concertation entre le Parlement et les inénarrables « partenaires sociaux ». Cette élite ne saurait s'arrêter à des critères « marchands » (tout ce qui est marchand est suspect). Elle n'aura d'yeux que pour des

activités et des pôles « d'excellence » : le sésame de la croissance. Il ne faudra pas oublier les priorités de Grenelle, car la croissance verte créera, on le sait, des emplois.

Faut-il rappeler que dans une économie libre, les préférences sont révélées par le système des prix et des profits, c'est le « plébiscite quotidien du marché » qui indique les produits et les techniques qui correspondent le mieux aux attentes de la nuée de clients consommateurs ? Le marché est un mode décentralisé de choix économiques. Les nouvelles dispositions envisagées relèvent d'un mode centralisé, elles sont celles d'une économie planifiée, d'une « démocratie économique indirecte » (Georges Marchais) : on vote pour des politiciens et des syndicalistes, qui votent pour des produits.

Cette défiance, voire même cette hostilité au marché, est la grande idée de ce « refondateur » du capitalisme qu'est notre Président. Voulant surenchérir sur Obama, son discours n'a cessé de se radicaliser depuis un an, et on retrouve les grands thèmes de son intervention à Genève devant l'Organisation Internationale du Travail, analysée avec minutie dans la chronique de Jean Yves Naudet. Ce sont les mêmes attaques contre la finance, « les parachutes dorés et les gains mirobolants des spéculateurs ». C'est la même ignorance, pour ne pas dire le même mépris, pour le profit, qu'il faut partager, au risque de démotiver les salariés; les actionnaires ont certes droit à une rémunération, mais ils ne peuvent confisquer ce qui revient aux travailleurs, qui doivent « être récompensés pour leurs efforts » - ce qui suppose que les salariés des entreprises qui ne réalisent pas de profit ménagent leurs efforts (cela s'applique-t-il aux salariés du secteur public ?). Cela n'empêche pas, comme on le faisait en URSS, de faire l'apologie du créateur, de l'innovateur, et même... de l'entrepreneur (qui devra cependant se contenter d'un profit raisonnable, tout de même !).

Les optimistes et inconditionnels du Président m'objecteront qu'il y a quelques bonnes annonces dans ce discours : diminution du nombre d'élus locaux, stabilisation du nombre de fonctionnaires (deux emplois sur trois ne seront pas remplacés), suppression de « tous les organismes qui ne servent à rien », pas d'augmentation des impôts (très vifs applaudissements). Puis un slogan fort : « pas un euro d'argent public ne sera gaspillé ». C'est une bonne conclusion. J'y crois dur comme fer. Oui, réellement, rien ne sera plus comme avant.

Jacques Garelló

« LE NOUVEL ORDRE SOCIAL MONDIAL »

Notre président vient d'élargir son regard aux dimensions de la planète. Il l'a fait dans son discours de Versailles sans doute, mais c'est dans son discours de Genève, devant l'Organisation Internationale du Travail, qu'il a donné toute la mesure de sa vision planétaire. Genève permet d'ailleurs d'éclairer en partie Versailles. Ce que le président programme pour la France est en articulation naturelle avec ce qu'il rêve pour le monde entier.

Il s'agit, ni plus ni moins, d'instaurer un nouvel ordre social mondial, afin d'éviter une révolte des peuples frappés par la crise économique.

La philosophie globale du discours est la primauté donnée au social sur l'économique, et même sur l'une des bases de l'économie depuis des millénaires : la loi de l'offre et de la demande. C'est évidemment rejeter l'idée que la liberté économique est seule porteuse de progrès social (« Liberté Economique et Progrès Social » est le beau nom de l'ALEPS).

Les protections protègent contre le protectionnisme

Le discours de Genève surprend et par son style, et par ses paradoxes. S'agissant du style, le ton et le vocabulaire rappelleraient Besancenot, avec des formules propres au néo-marxisme.

Pour le Président Sarkozy, il est irresponsable « de croire que les peuples subiront sans rien dire les conséquences douloureuses de la crise » et « ne réclameront pas plus de protection et de justice et supporteront de nouveau, comme si de rien n'était, les parachutes dorés, les gains mirobolants des spéculateurs ». « Ou nous aurons la raison, ou nous aurons la révolte. Ou nous aurons la justice ou nous aurons la violence. Ou nous aurons des protections raisonnables, ou nous aurons le protectionnisme ».

Ainsi la crise viendrait-elle des parachutes dorés et des gains mirobolants des spéculateurs. Pas un mot sur les responsabilités écrasantes des Etats et des Banques centrales, ni du laxisme budgétaire et monétaire des pouvoirs publics.

Quant aux paradoxes, le Président pouvait difficilement y échapper puisqu'il veut faire une révolution sans pour autant tout révolutionner, et plus précisément protéger pour nous protéger contre la violence. Ainsi un remède évoqué est-il celui « des protections raisonnables » (c'est quoi, raisonnable ? 20%, 40% de droits de douane) pour « éviter le protectionnisme » : donc du protectionnisme soft pour éviter du protectionnisme hard. Tout cela dans un paragraphe qui évoque un risque de révolte des pays pauvres. Qui croira que du protectionnisme (lequel ? Celui des pays riches ?), permettrait de développer le tiers-monde ? La protection serait-elle un élément de

« justice » alors qu'elle participe de la violence des Etats ? Car, cette justice, Nicolas Sarkozy ne va pas la chercher dans le libre contrat, l'échange volontaire ou le juste prix de concurrence sur le marché. Il veut la mettre en place à travers des régulations sociales au niveau mondial, qui, seules, éviteront « une crise politique majeure à l'échelle planétaire ». Et d'inviter les autres pays membres de l'OIT à la mise en place de normes sociales « qui s'imposent à tous ». « A quoi servirait, pour l'OIT, de continuer à adopter des normes si celles-ci n'ont aucun caractère obligatoire ? ». Certes, il ne faut pas harmoniser « dans le détail » les législations du travail, mais il faut « mettre en place entre les nations un système de règles qui tirent le monde vers le haut au lieu de tirer chacun vers le bas ».

Un ordre régi par les organisations internationales

G20, OIT, OMC, FMI, OME (environnement) sont appelés à diriger le monde nouveau.

Nicolas Sarkozy nous propose des harmonisations sociales mondiales. Et qui plus est vers le haut. Le haut, c'est évidemment le modèle français : tout le monde aligné sur nous, et demain, la moitié de la planète au chômage !

Et Sarkozy de critiquer la cinquantaine d'Etat (voyous sans doute) qui n'ont pas ratifié les huit conventions fondamentales de l'OIT, des Etats-Unis à la Chine, de l'Inde au Japon : on se demande pourquoi. Pur sadisme envers leurs peuples sans doute.

Et notre président d'appeler le G20 à prendre en compte la dimension sociale de la crise et « de l'ordre mondial à bâtir ». Ainsi le G20, (qui, selon nous, n'a servi à rien face à la crise), doit-il ajouter à ses membres le directeur de l'OIT, comme ceux du FMI et de l'OMC.

Mieux encore, à ses yeux l'OIT devrait être saisie chaque fois qu'un litige commercial soulève des questions relatives au travail. Et bien sûr il faudra créer une « organisation mondiale de l'environnement ».

Il faut en finir avec une OMC jugée trop autonome, il faut associer à ses décisions le FMI, l'OIT et même l'Organisation mondiale de la santé. Pourquoi, pendant qu'on y est, ne pas regrouper tous ces organismes en un seul, établissant, avec le G20, une planification mondiale ? Tout ce beau monde édictera des normes qui ainsi ne resteront « pas lettre morte ». Même les aides du FMI, de la banque mondiale et des banques de développement seraient désormais soumises à « une conditionnalité environnementale et sociale ».

La hâte de notre constructiviste tranche avec l'inertie de ses partenaires, il le déplore. Il y a quinze jours, nous avons montré que la simple idée d'un SMIC européen (alors qu'il va aujourd'hui de 1 à 10 suivant les pays de l'Union) était du pur délire et était farouchement refusée par les pays les moins développés d'Europe. Croit-on sérieusement que des palabres entre politiques, agrémentées de quelques représentants des grandes bureaucraties irresponsables pourraient nous sortir de la crise ?

N'ayons pas peur des mots : non à la « marchandisation du monde »

Au-delà de ces propositions surprenantes, quel discours ! Le président a dénoncé « la marchandisation du monde » (« le monde n'est pas une marchandise » était le slogan d'ATTAC et de José Bové : c'est même le titre d'un de ses livres). Bien sûr, il a cité le fondateur de l'OIT, Albert Thomas « grande figure du socialisme européen » et même Saint Just, dont on se demande ce qu'il venait faire là : peut-être pour raccourcir quelques têtes de patrons voyous. Il faut en finir avec « la mondialisation conflictuelle », fondée sur « la compétitivité à tout prix » et les « politiques commerciales agressives » : on est loin du doux commerce de Montesquieu. Car cette mondialisation là écrase le pouvoir d'achat (sans doute en faisant baisser les prix des produits...). Et la mondialisation qui privilégie la « croissance externe » est « conflictuelle », celle qui privilégie la croissance

« interne » est « coopérative ». Comprenez qui pourra.

Pour le Président, aucun sujet n'est tabou. Il ouvre à nouveau le dossier de la taxe Tobin. Il renvoie ainsi dans les cordes C. Lagarde, qui avait marqué des réserves contre l'idée de B. Kouchner de songer à ressusciter la fameuse taxe : « Je ne sais pas si c'est une bonne idée », « mais qui pourrait comprendre qu'on n'en débattenne même pas ? ». Il ne doit pas souvent lire les bons économistes, qui en ont débattu cent fois déjà, pour répondre toujours négativement. Et il a rappelé l'importance de la taxe carbone. C'est le printemps des impôts.

Seule la liberté économique crée le vrai progrès social

Voilà donc la vision du nouvel ordre social mondial que propose Nicolas Sarkozy. Il paraît que les syndicats en ont été très contents ; les entrepreneurs un peu moins, mais chacun sait que ce sont les syndicalistes qui créent revenus et emplois. Le Figaro a compris le message : « Sarkozy prône une révolution du travail » pour refonder « un capitalisme financier devenu fou ». C'est d'ailleurs le président qui a utilisé lui-même le mot « révolution » à propos de la gouvernance mondiale et du travail. Bref « il faut tout revoir ». Conclusion magnifique : « Le monde ne peut plus être gouverné par la seule loi de l'offre et de la demande ».

De tels propos ne devraient pas inquiéter, compte tenu de leur extrémisme. Pourtant, il ne fait pas de doute que la recherche d'une « troisième voie » ou d'un « socialisme à visage humain » hante les esprits. La position de la France pourrait servir d'alibi à bien d'autres. L'Amérique latine redécouvre la révolution et les Etats-Unis cherchent à retourner à Roosevelt et à l'étatisme. La Chine commence à mettre en œuvre un protectionnisme à peine déguisé.

D'autre part, le chemin proposé par le président français est le plus sûr moyen d'aggraver les fléaux de la récession, du chômage, de la misère, et d'exacerber le sentiment de révolte qu'ils suscitent dans le monde entier.

Ne serait-il pas temps de rappeler que ce n'est pas le protectionnisme qui a créé la prospérité, c'est le libre-échange ; ce n'est pas l'Etat qui a créé des richesses, mais des entreprises libres ; ce n'est pas la régulation qui développe un pays, mais les institutions de la liberté ; ce ne sont pas les « régulations sociales » qui créent du « social », mais la liberté économique. Oui : seule la liberté économique crée le progrès social.

Jean-Yves Naudet

LE SORT DE L'EUROPE EST-IL SCÉLÉ ?

Voici l'Europe dotée d'un nouveau Parlement, d'un nouveau président de la Commission (Juan Manuel Barroso se succédant à lui-même), et d'une nouvelle présidence du Conseil, le semestre de la République Tchèque se terminant pour ouvrir celui de la Suède. Apparemment, les partisans d'une Europe centralisée et bureaucratique sont soulagés.

Leur principale satisfaction vient de l'accord qui vient d'être conclu avec les Irlandais.

En Irlande, il faut un nouveau référendum. Les partisans du non ont perdu du terrain et les 26 ont fait des promesses à Dublin pour amadouer les électeurs. Le Conseil européen du 19 juin a accordé aux Irlandais le « protocole » qu'ils exigeaient. Le premier ministre irlandais pense ainsi faire passer le oui. Il a obtenu le maintien de la neutralité militaire, le refus d'une harmonisation fiscale supplémentaire (on sait que les impôts très réduits ont été à la base de la prospérité irlandaise) et le refus de voir imposer par l'Europe l'autorisation de l'avortement.

Certes, c'est une immense victoire pour les négociateurs irlandais, mais le traité de Lisbonne va-t-il pour autant être définitivement adopté après le vote irlandais ?

En réalité, le sort de l'Europe est loin d'être scellé.

Tout d'abord, certains peuples vont se demander s'ils n'auraient pas dû eux aussi trainer les pieds pour obtenir quelques décisions en leur faveur.

Ensuite, se pose la question du statut légal de ce protocole. Pour certains, cela ne ferait aucun problème. Mais, pour d'autres, comme tout cela n'était pas dans le Traité de Lisbonne, on ne saurait l'accepter en la forme actuelle : d'une part le traité est illisible et chacun peut l'interpréter à sa façon, d'autre part on n'imagine pas les 27 négocier six mois pour concéder des choses... qui n'étaient pas menacées. La rhétorique bruxelloise est en marche : ce n'est pas une modification juridique, mais un accord politique, prouvant qu'on avait écouté les électeurs irlandais. Bref : personne n'y comprend rien.

Mieux encore : ces garanties, données verbalement en décembre 2008, ont eu cette semaine au sommet une forme juridique. Comment la faire adopter ? Le Conseil a dû

s'engager par écrit à l'annexer sous forme d'un protocole... au prochain traité européen, celui qui consacrera l'entrée dans l'Union... de la Croatie ou de l'Islande ! Car l'annexer tout de suite au traité de Lisbonne permettrait à certains (comme les conservateurs anglais) de redemander de reprendre à zéro le processus, puisque le texte est sinon modifié, au minimum complété. Donc on va ratifier un traité (Lisbonne) n'intégrant pas ce qu'on s'est engagé à intégrer après qu'il ait été définitivement ratifié sous sa forme incomplète. Du travail en perspective pour les juristes.

Une difficulté majeure vient de la position de Vaclav KLAUS. Certes il quitte la présidence de l'Union, mais n'en demeure pas moins Président de la République Tchèque. Il a un raisonnement très simple : il a écrit à son premier ministre par intérim en disant que les garanties apportées par le sommet européen à l'Irlande ont valeur de traité institutionnel et qu'il faut les faire voter par le parlement tchèque, puisqu'on a voté un texte qui n'était pas le bon, ou du moins pas complet. Les 27 ont contesté l'analyse de Klaus, mais évidemment c'est une prise de position du Conseil strictement politique et non juridique.

Mieux encore : David Cameron, leader conservateur anglais, qui vient d'emporter un triomphe aux européennes et devrait battre aux législatives les travaillistes de Gordon Brown, trouve l'analyse de Klaus excellente et propose dès son arrivée au pouvoir un referendum remettant en cause la ratification du traité par le Royaume-Uni. Du coup les 27 ont failli renoncer au fameux protocole irlandais, puis l'ont adopté pour éteindre en premier l'incendie irlandais. Si possible avant l'arrivée des conservateurs anglais au pouvoir. Car sans le vote irlandais, pas de traité, pas de président européen stable, pas d'abandon du droit de véto, etc.

Oui, mais si les Irlandais s'inclinent, voilà l'incendie qui peut repartir à Londres, tant que les incendies tchèque et polonais n'ont pas été éteints, c'est-à-dire tant que les présidents n'ont pas signé : il suffit de tenir jusqu'à la date des élections anglaises.

Qui a dit que l'Europe de Bruxelles était là pour nous simplifier la vie ? Elle n'est source que de confusion, de manœuvres et d'arguties juridiques. Qui peut prétendre que les nouvelles institutions combleront le « déficit démocratique », alors qu'elles ne produisent qu'excédent bureaucratique ? Jusqu'à présent c'était la confusion ; c'est maintenant devenu grand guignol.

MARXISTES ET ISLAMISTES UNIS POUR UN MONDE MEILLEUR

Les grands médias permettent de suivre le drame vécu par le peuple iranien : nos lecteurs n'ont pas besoin de nous pour comprendre ce qui se joue là-bas heure par heure. Mais ces mêmes médias ont été très silencieux sur un point qui nous semble également inquiétant : la réaction des gouvernements marxistes d'Amérique latine, Chavez en tête, à la crise iranienne.

Pour Marx, et tous les marxistes, la religion est « l'opium du peuple », une simple superstructure, reflet de l'infrastructure et permettant d'asseoir la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat. C'est idiot, c'est faux, mais c'est cela le marxisme sur ce point. Or voilà que tous les marxistes de la planète, Amérique latine en tête, volent au secours des ayatollahs et de Ahmadinejad. C'est Chavez qui a pris la tête de ce soutien contre « une campagne de discrédit », car le président iranien est « un frère dans la lutte contre le capitalisme ». S'il y a des réactions dans le monde contre les élections iraniennes, cette campagne est « féroce et infondée » avec « l'objectif de troubler le climat politique de ce pays frère ».

Le scrutin iranien, ajoutent sans rire ces défenseurs du pouvoir religieux en place, a été « une extraordinaire poussée démocratique ». Dans son show télévisé hebdomadaire de propagande à grande échelle, Chavez a félicité le président iranien pour sa brillante réélection, car c'est « un vaillant lutteur pour la révolution islamique et contre le capitalisme ». Ceux qui contestent le scrutin « sont les porte-parole du capitalisme », alors que ce scrutin est « très important pour les peuples qui luttent pour un monde meilleur ». Les deux dirigeants, Chavez et Ahmadinejad, s'adorent car « les nations iraniennes et latino-américaines luttent pour la liberté et alimentent les révoltes anticolonialistes ».

Folie de Chavez ? Pas du tout. Grâce à lui, l'Iran est sortit de l'isolement, en Amérique du moins, la Bolivie, la Nicaragua, l'Equateur

allant dans le même sens. Plus délirant encore, Téhéran a souhaité adhérer à l'Alliance bolivarienne pour les Amériques, machine de guerre contre les USA et le libre-échange voulue par les autres Etats américains. A notre connaissance, l'Iran n'est pas situé dans cette région du monde.

Rappelons accessoirement que l'Iran est le second producteur de l'OPEP et le Venezuela le quatrième : ils sont sur la même ligne là encore : réduire fortement la production pour faire monter le prix du baril, histoire de favoriser sûrement la reprise mondiale.

Tout cela nous paraît extrêmement dangereux. Est-ce surprenant ?

Il y a un précédent : le pacte germano-soviétique en 1939, entre deux idéologies soit disant opposées, nazisme et communisme, qui a entraîné la seconde guerre mondiale. N'assistons-nous pas à quelque chose de comparable ? En tous cas, cela inquiète les pays modérés, même sociaux-démocrates, d'Amérique latine. L'Argentine n'a pas hésité à lancer des avis de recherches contre des dignitaires iraniens accusés d'être les commanditaires de l'attentat contre l'Association mutuelle israélite argentine (85 morts et 300 blessés) : l'Argentine n'a donc pas peur de prendre des mesures contre l'Iran, surtout quand cela porte sur des actes antisémites des Iraniens. Le Venezuela n'a pas les mêmes réactions.

Ce qui rapproche l'Iran et les régimes marxistes (cela vaut en Amérique latine comme ailleurs) c'est l'anti-américanisme et l'anticapitalisme. Quand ces deux ingrédients sont réunis, en général l'antisémitisme n'est plus très loin. C'est fait depuis longtemps en Iran, qui veut explicitement rayer Israël de la carte ; les régimes marxistes ont montré souvent, à commencer par l'exemple de 1939, qu'agir avec les pires antisémites ne les dérangeait pas. En 1939, le pacte germano-soviétique marquant le rapprochement marxisme-nazisme était survenu après Munich. Un nouveau Munich se préparerait-il ? L'Europe et Obama, ensemble, ne doivent pas faiblir d'un pouce contre ces nouvelles menaces, car, après Munich, où l'on croyait avoir sauvé la paix, il y a eu la guerre.

XXXI ème UNIVERSITE D'ETE DE LA NOUVELLE ECONOMIE

MARCHE ET MORALITE

Aix en Provence, 23 – 26 août 2009

La crise serait due aux spéculations et manipulations propres à l'économie de marché. La « refondation du capitalisme » est donc souhaitée au nom de la moralité. Réaction salutaire ou désinformation ? Il y a ce qui se dit et se répète dans les médias, et il y a les enseignements des sciences de l'homme et de l'histoire. Parmi les « défaillances du marché » qui appelleraient un retour de l'Etat, que penser de la protection de l'environnement, des transactions financières, de la mondialisation du commerce, des inégalités sociales ? Le risque de « défaillances de l'Etat » est-il exclu ? Légiférer et planifier : est-ce la solution ? Ou devons-nous plutôt regarder du côté de la société civile, des comportements personnels et des institutions qui les orientent vers le service de la communauté ?

Dimanche 23 :

19 heures : Cocktail d'ouverture et dîner (Hôtel du Roy René).

Lundi 24 : La moralité du marché : de la propagande à la science

- Ce qu'on en dit dans les médias, dans la littérature, dans la chanson;
- Une longue tradition historique;
- Les marchés et la richesse des nations;
- Qu'est-ce que la moralité ?

- Le marché et l'état de droit;
- L'économie expérimentale.

Mardi 24 : Le marché peut-il tout régler ?

- Le marché et l'environnement : développement durable ou droits de propriété ?
- La finance, source de crise ?
- L'exclusion : la loi du plus fort ?
- Libre échange ou commerce équitable ?
- Spoliation fiscale ou évasion fiscale ?

Mercredi 25 : Les marchés, l'Etat et la société civile

- Les nouveaux droits de l'homme, la législation et la moralité;
- Morale d'Etat : droits des partenaires, responsabilité sociale de la firme;
- Morale d'Etat : les incitations fiscales, répression et corruption;
- La société civile ne peut-elle pas faire mieux ?
- Solidarité spontanée et protection sociale : santé, retraites;
- Education, culture, religion : contrôle de l'Etat ou responsabilité personnelle ?

Renseignements et inscriptions dès maintenant sur le site :

www.summeruniv.webs.com ou, à partir du 20 juillet sur le site www.libres.org

Les lectures de l'Eté : l'esprit libre

Sur la terrasse, au bord de la plage ou de la piscine, en randonnée ou en voyage, ne manquez pas de vous libérer des doutes, des interrogations et des tourments du monde contemporain. Faites également connaître ces ouvrages autour de vous, vous en serez remerciés.

Au Secours, ils veulent la peau du capitalisme, Nicolas LECAUSSIN, Editions First, avril 2009.

Planète bleue en péril vert, Vaclav KLAUS, préface Jacques Garelo, Editions IREF, Librairie de l'Université, www.aix-provence.com.

Futur des Retraites et Retraites du futur, Jacques GARELLO et Georges LANE, Tome I Le futur de la Répartition (février 2008), Tome II La Capitalisation (décembre 2008), Tome III La Transition (mai 2009), Editions Librairie de l'Université.

Satisfaits ou remboursés

Dans les années 1970 l'Union Soviétique a réhabilité le profit pourtant condamné par Marx. Car comment savoir si une entreprise est bien gérée ? Ils n'ont pas trouvé d'autre moyen pour comparer les produits et les charges, ce que l'entreprise a encaissé et ce qu'elle a payé. Le profit a un premier aspect : comptable. C'est le bon vieux bénéfice : prix de vente moins prix de revient.

Mais la réforme soviétique a échoué. On avait simplement oublié de restaurer la propriété privée des entreprises : pas d'entrepreneur, pas de propriétaire, pas de vrai responsable. Dans une économie marchande le profit est la sanction de la qualité d'une gestion responsable.

La bonne gestion s'entend de la correspondance entre les moyens de production utilisés par l'entreprise et les désirs exprimés par les clients. **Ce sont en réalité les clients qui font le profit et la réussite durable de l'entreprise.** Des clients satisfaits, prêts à payer le prix fort, permettent à l'entreprise de réaliser un profit et assurent sa pérennité.

La concurrence menace le profit

Le profit est donc un signal émis par le marché, articulé avec le signal du prix. Un prix élevé permet de réaliser des profits, il indique la pression de la demande sur l'offre. Bienvenue au producteur sur ce marché : il fera de bonnes affaires. Dans le processus de la concurrence, cet appel pourra être entendu par d'autres producteurs, peu à peu l'offre se gonflera et les profits diminueront : le marché est parvenu à maturité.

Si l'on veut continuer à réaliser des profits, il faut aller ailleurs. Le profit indique l'état d'évolution d'un marché concurrentiel. Le profit d'un moment est destiné à diminuer sous la pression des concurrents. « Il ne faut pas s'endormir sur le mol oreiller du profit », disait Schumpeter. Les concurrents sont toujours à l'affût. La seule réponse est l'adaptation permanente : la redistribution des profits entraîne réaffectation des ressources productives vers des activités jugées désormais prioritaires par la communauté.

Pas d'argent pas de Suisse

Quand les profits n'existent pas ou sont plus faibles que le revenu du travail (salaire) ou du capital (intérêt), il y a peu de motivation pour entreprendre. Les pays les plus pauvres au monde sont ceux où la chasse aux profits et aux entrepreneurs est ouverte.

Les profits peuvent diminuer sous l'effet de la fiscalité et de la réglementation.

Ce qui est vrai pour un entrepreneur individuel l'est aussi pour une société. Ici ce sont les actionnaires qui font confiance à l'entreprise, et espèrent un rendement pour le placement qu'ils réalisent. Au lieu de prêter leur épargne à une banque moyennant

un taux d'intérêt connu d'avance, ils acceptent d'être entrepreneurs, associés à la marche de l'entreprise pour le pire (perte) ou le meilleur (profit). Pour veiller au bon usage de leurs fonds, les actionnaires disposent à la fois d'un moyen de pression juridique un peu théorique (choix des administrateurs), et d'un moyen financier très efficace (revente de leurs titres). Le « vote avec les pieds » est une incitation permanente à la bonne gestion.

Celui qui trouve garde

Le profit n'est pas pris dans la poche des salariés ni des épargnants, puisque salaires et intérêts sont librement acceptés par contrat. Il est pris dans la poche du client. Celui-ci y consent compte tenu du service rendu par l'entreprise. Ce service n'est pas la « prise de risque » mais la valeur ajoutée : par son intervention, par son écoute du marché, l'entrepreneur a créé une richesse nouvelle, qui n'existait pas auparavant. Il n'a rien volé à personne puisque auparavant rien n'existait. C'est justice que celui qui trouve quelque chose le garde.

Le capitalisme est efficace parce qu'il est juste ; son dynamisme disparaît quand on demande (et plus forte raison quand on impose) à l'entreprise de ne garder qu'une partie de sa découverte, Libre cependant à l'entrepreneur de partager son profit avec qui il veut, c'est sa propriété.

LE PROFIT : UNE SANCTION, UN SIGNAL, UNE MOTIVATION, UNE RECONNAISSANCE

PREPARONS LA RENTREE

Nous devons être en pleine forme pour aborder la deuxième partie du mandat du Président Sarkozy et l'accompagner dans son entreprise de réforme. Nous devons aussi préparer les événements de la rentrée, et notamment la 31ème Université d'Eté. Vous nous pardonnerez donc de vous abandonner quelques semaines et de vous donner rendez-vous avec la prochaine Nouvelle Lettre, qui sera datée du samedi 22 août 2009. Bonnes vacances.